

8 Société et Culture

Vie du journal /Crise post - électorale

Le mercredi apocalyptique de " L'Union "



La façade de L'Union : d'importants dégâts matériels à l'intérieur.



Un des véhicules incendiés dans la cour.

Photo : BANDOMA

Photo : BANDOMA

F.S.L.

Libreville/Gabon

Alors que l'équipe de rédaction venait de boucler la parution du lendemain, jeudi 1er septembre 2016, le siège de notre journal a été subitement assailli, saccagé et incendié en bonne partie par une foule de manifestants en colère qu'un renfort d'éléments des forces de défense et de sécurité ont, heureusement, stoppé, peu de temps après. En tout cas, ce 31 août 2016 vers 19h30, on a frôlé le pire.

UN peu plus de dix-neuf heures ce mercredi 31 août 2016. Un début de soirée cauchemardesque pour le personnel de "L'Union" et de Multipress qui se trouvait encore là. Alors que l'équipe de la rédaction venait tout juste de boucler la parution de L'Union du lendemain, le siège de notre journal a été subitement pris d'assaut, saccagé et incendié en bonne partie par une foule de manifestants en colère qu'un renfort d'éléments des forces de défense et de sécurité ont, heureusement, stoppé, peu de temps après, dans leur furie. On a frôlé le pire ! Trois heures plus tôt, ces assaillants nous avaient pourtant prévenus sans qu'on y ait accordé une attention particulière. "Nous viendrons brûler ici après. C'est un détail pour nous. Nous commençons d'abord par Gabon Télévision. Ne vous inquiétez pas. On arrive", avaient bruyamment menacé quelques uns d'entre eux de passage devant notre siège.



Le service d'accueil complètement calciné.

Photo : BANDOMA



La salle de Rédaction telle qu'elle se présente aujourd'hui.

Photo : BANDOMA

A leur retour en bande organisée, nous réalisions, trop tard hélas, qu'il ne s'agissait nullement d'une blague. Un coup d'œil à travers les vitres de nos bureaux, déjà sous le coup de violents jets de pierres, nous avait vite donné un aperçu de la foule en furie dans notre enceinte. Débordés, les quelques agents de police et le gardien postés à la guérite n'ont pu contenir la foule des émeutiers en surnombre. De la salle de rédaction où nous nous trouvions, c'était le sauve-qui-peut. Deux groupes se sont formés pour échapper à cette furie. L'un ayant trouvé refuge dans le magasin de l'imprimerie pour la conservation des bobines de journaux, et l'autre a longé les couloirs pour gagner l'issue de secours arrière et enjambrer le mur de séparation avec la cité des enseignants de l'Université Omar Bongo. Il fallait compter avec



L'état d'un des bureaux de la salle de Rédaction.

Photo : BANDOMA

l'instinct de survie. Dans leurs retranchements, ceux des agents restés coincés dans les dédales de la salle de Rédaction commençaient à suffoquer, pris au piège de la fumée parvenant de l'accueil où les assaillants avaient déjà allumé le feu ! Ils écoutaient, sans pouvoir agir, les bruits assourdissants des

casses successives pendant un laps de temps qui a semblé durer toute une éternité. Du dehors, le bruit assourdissant des vitres cassées et des véhicules incendiés leur parvenait, comme dans un champ de bataille. Comme dans un mauvais cauchemar. Surplombant le ciel, un hélicoptère de la Garde

républicaine, arrivé à temps, a réussi à disperser une partie des assaillants à coups de gaz lacrymogène, avant l'arrivée d'un renfort d'éléments des forces de défense et de sécurité. Pour accéder à notre bâtiment, l'équipe de renfort des forces de sécurité a dû recourir à un char blindé pour défoncer la grande bar-

rière que les manifestants, une fois à l'intérieur, avaient pris le soin de bien verrouiller !

Dans l'immédiat, il a fallu parer au plus pressé : éteindre les flammes et s'assurer que les personnes prisonnières des émeutiers dans le grand bâtiment étaient saines et sauvées.

Sortis de leurs cachettes, les journalistes et techniciens, "otages" des assaillants, découvrent, ahuris, toute l'étendue du désastre. Aucune perte en vie humaine. Mais il s'en est fallu de peu. D'importants dégâts matériels tout de même : véhicules saccagés et incendiés, effets administratifs et personnels partis en fumée, etc. Des dégâts estimés à des centaines de millions de francs ajoutés aux autres pertes financières consécutives à la dizaine de jours d'inactivité de notre société.